

LETTRE GÉOPOLITIQUE DE L'ÉLECTRICITÉ



N°80 - 30 janvier 2018

La Lettre « Géopolitique de l'Electricité » est la seule publication sur ce thème en langue française. Elle est mensuelle. Nous n'avons aucun objectif militant. Nous ne cherchons pas à sauver la planète ni à promouvoir le nucléaire ou le solaire. Nous tentons d'approcher la vérité, en décrivant par des données objectives le passé proche et le présent des secteurs électriques et de leur contexte. Les nombreuses prévisions concernant 2020, 2035, voire 2050, ne nous intéressent que pour l'étude de leur cohérence avec les données actuelles. Nos études sont inédites. Elles utilisent données provenant directement des acteurs du terrain : réseaux de transport, compagnies d'électricité, rapports officiels nationaux ou internationaux, associations professionnelles ou ONG.

Directeur de la Publication: Lionel Taccoen. Tél : 06 60 46 90 30

Rédactrice en chef : Emma Legrand

☞ Vous pouvez **recevoir notre Lettre** par simple demande par E-mail à geopolitique.electricite@gmail.com ou en vous inscrivant sur notre site.

☞ Vous pouvez **retrouver l'ensemble de nos études** sur www.geopolitique-electricite.fr



Au sommaire :

- ***La transition énergétique allemande : états des lieux fin 2017***

Agora Energiewende fut l'un des moteurs de la transition énergétique allemande et le Secrétaire d'Etat actuel à l'Energie en est issu. Cette organisation militante a le courage de publier, dès le 4 janvier 2018, les données 2017, pas toujours à la gloire de la politique qu'elle inspira. La transition énergétique allemande réussira la sortie du nucléaire, mais est une véritable catastrophe pour la lutte contre le réchauffement climatique.

- ***Egypte et Ethiopie : ne pas mourir pour le Nil***

L'Egypte est un don du Nil. Le Nil est un don de l'Ethiopie. Le gigantesque barrage sur le Nil Bleu, pièce maîtresse de la Renaissance éthiopienne va se remplir. Mais l'Egypte ne veut pas et ne doit pas en souffrir. Dirigeants Ethiopiens et Egyptiens multiplient les contacts. Ils s'acharnent à réussir à écrire une pièce titrée « La guerre du Nil n'aura pas lieu ».



Le point sur la transition énergétique allemande à fin 2017 (Agora Energiewende - 4 janvier 2018)

La Cour des Comptes fédérale allemande est sévère sur l'aspect financier de l'Energiewende (la transition énergétique allemande), en estimant que le Gouvernement de Berlin « n'a aucune vue d'ensemble des coûts actuels et futurs ». Cependant, il faut noter qu'un certain nombre d'institutions allemandes, indépendantes de l'Etat, émettent des rapports neutres et de bon niveau permettant de suivre schématiquement le processus en cours. En particulier, les études universitaires y sont plus nombreuses qu'en France. Certaines associations militantes apportent aussi des données intéressantes et fort récentes.

Agora Energiewende est une association écologiste puissante qui a joué un rôle éminent dans la mise en place de la transition énergétique allemande. Rainer Baake, actuel Secrétaire d'Etat à l'Energie fut précédemment l'un de ses dirigeants.

Le 4 janvier 2018, Agora a publié les principaux résultats de la transition énergétique allemande¹ pour 2017 dont les émissions de gaz à effet de serre. Ce sont ces données qui nous permettent de faire le point ci-dessous sur la situation Outre-Rhin.

En France, le Centre Interprofessionnel Technique d'Etudes de la Pollution Atmosphérique ne fournira pas d'estimation sur les émissions françaises de gaz à effet de serre en 2017 avant des semaines, voire des mois. Il serait regrettable que le débat public sur la révision de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie se déroule sans cette donnée. Notre pays vient d'augmenter ses émissions deux années de suite, et une troisième augmentation en 2017 serait un grave avertissement quant à la pertinence de notre politique énergétique.

I) Une progression des renouvelables limitée à l'électricité.

En regroupant les données d'Agora avec celles d'années précédentes, nous parvenons aux pourcentages de renouvelables suivants dans les trois grands secteurs traditionnels de l'énergie² :

Année	Electricité	Chaleur et froid	Transports
2014	27,3%	12,2%	7,3%
2015	31,5%	12,9%	6,8%
2016	31,6%	12,9%	6,9%
2017	36,1%	13,1%	« stagnant »

Nous constatons que les renouvelables sont en Allemagne une affaire quasiment exclusive d'électricité. Le secteur « chaleur et froid » est négligé, et les transports sont abandonnés. Certes, du fait de l'utilisation du charbon et du lignite, le secteur électrique est un grand émetteur de gaz à effet de serre, mais le secteur électrique allemand est moins développé que le français et ne représente que 20% de l'énergie consommée. ***Le développement des énergies renouvelables dans les deux***

¹ Agora Energiewende-« The Energy Transition in the Power Sector: State of Affairs in 2017 ». Le Rapport en anglais est daté par erreur du 4/1/2017 - Le Rapport en allemand dont la cote est « 125/01-A-2018/DE » est daté de janvier 2018.

² Pour 2017, Agora. Le chiffre pour le transport n'est pas donné, mais qualifié de « stagnant ». Pour 2014 et 2015: Eurostat. Pour 2015 et 2016, Agence Européenne de l'Environnement (Renewable Energy in Europe 2017, Annexe 3, Table A3.1).

secteurs, chaleur et froid d'une part, transports d'autre par, est pratiquement nul depuis quatre ans. Le développement des renouvelables en Allemagne est souvent considéré comme exemplaire en France, **uniquement parce que l'électricité est confondue avec l'énergie.** On rappelle que notre pays a un pourcentage de renouvelables supérieur à l'Allemagne dans sa consommation d'énergie, certes du à l'hydraulique. Cependant l'écart ne diminue guère, malgré les dépenses énormes Outre Rhin consenties dans ce domaine. La France a même récemment accentué son avantage : 0,9% de renouvelables en plus que l'Allemagne en 2016 contre 0,6% en 2015³. On notera la faible augmentation de l'électricité renouvelable de 2015 à 2016 (manque de vent).

II) Stagnation des émissions allemandes de gaz à effet de serre.

Voici les chiffres fournis par Agora (en millions de tonnes équivalent CO₂) :

Année	2014	2015	2016	2017
Emissions	904	902	906	906

Voici le commentaire d'Agora : « Tandis que les émissions dans le secteur électrique ont chuté faiblement à cause d'une moindre utilisation du charbon, un usage accru du pétrole et du gaz dans les transports, les bâtiments et l'industrie ont amené des émissions supplémentaires ». Nous partageons cet avis.

Par contre, les perspectives d'avenir présentées sont douteuses. On ne peut qu'approuver l'annonce que l'objectif allemand officiel de réduction des émissions de 40% en 2020 par rapport à 1990 ne sera pas atteint. Mais même la possibilité d'obtenir au moins 30%, affirmée par Agora est douteuse. Certes, la réduction atteinte en 2017 est de 27,6% par rapport à 1990... mais elle était plus élevée en 2014 (27,9%).

Pour atteindre une réduction de 30% en 2020, il faudrait que les **émissions diminuent**, or justement **elles ne baissent plus depuis quatre ans**. Pour justifier la possibilité d'atteindre 30% de réduction, Agora espère que l'Allemagne retrouvera, dans l'avenir, le **rythme de baisse des émissions de 2000 à 2017**, donc comprenant des années **avant la transition énergétique.**

Agora espère que l'Allemagne retrouve le rythme de baisse des émissions de gaz à effet de serre de l'époque ayant précédé la transition énergétique (plus de 1%/an). Or, justement la mise en place de la fameuse Energiewende coïncide avec la baisse de ce rythme⁴.

L'Energiewende est une véritable catastrophe pour la lutte contre le réchauffement climatique : les émissions de gaz à effet de serre ne baissent plus depuis quatre ans. Et celles du secteur énergétique, pour une consommation donnée, stagnent depuis plus de dix ans !⁵

III) « Une nouvelle et légère augmentation des prix de l'électricité »

Agora constate une « légère » et nouvelle augmentation des prix de l'électricité. « Les prix pour les clients résidentiels en 2018 pourront dépasser 30 centimes/kWh ». L'association verte est en

³ Cf. Agence Européenne de l'Environnement-« Renewable Energy in Europe 2017 »p.64

⁴ Cf. Eurostat, tableau tsdcc220. Le rythme de baisse diminue dès 2005.

⁵ Note précédente.

retard : Eurostat, dans ses relevés semestriels, indique que les prix allemands pour ces clients, effectivement en hausse , ont dépassé 30 centimes/kWh dès le premier semestre 2017⁶.

Une augmentation largement causée par les renouvelables

Agora écrit « Les prix de l'électricité ont monté légèrement, alors que les énergies renouvelables sont devenues plus abordables [financièrement]. En 2017, les prix de marché [de l'électricité] ont quelque peu augmenté du fait de l'augmentation des coûts des combustibles [fossiles] ». Suivant Agora, les Allemands ont vu leur facture d'électricité augmenter du fait de l'augmentation des prix du pétrole , du gaz et du charbon, les renouvelables poussant à la baisse.

Cette explication n'est pas conforme aux faits. Chaque consommateur d'électricité (sauf un certain nombre d'entreprises) paye une taxe destinée à subventionner les énergies renouvelables (taxe EEG). Or celle-ci est passée de 2016 à 2017 de 6,354 à 6,88 centimes/kWh (chiffres publics). Les énergies renouvelables, à elles seules, ont provoqué une augmentation de plus de 0,5 centime d'euros/kWh, soit la plus grande partie de l'augmentation constatée par Eurostat (0,69 centime)⁷.

Agora ne donne pas la véritable explication de l'augmentation des prix qui est que la facture des énergies renouvelables continue de croître.

IV) Un parc de centrales électriques hypertrophié.

Le Rapport d'Agora tient à rassurer les Allemands sur leur sécurité d'approvisionnement qui pourrait être menacée par l'intermittence des renouvelables électriques (solaire et éolien). :

Agora insiste sur le maintien d'un énorme parc de centrales classiques, basé principalement sur des centrales maintenues disponibles au gaz, charbon, lignite et pétrole, complété par un zeste de pompage hydraulique et (nous présumons pour le moment) par des installations nucléaires.

Agora explique qu'en 2017, ce parc conventionnel a été sollicité au maximum le 12 janvier à 11 h du matin (manque de soleil et de vent). La puissance nécessaire mise à disposition a été de 80,6 GW. Comme le parc conventionnel a une puissance totale actuelle de 103 GW, Agora estime donc que le risque de coupures est négligeable. Allemands, dormez en paix !

Agora met en lumière un aspect peu connu de la transition énergétique allemande. Le pays entretient deux parcs électriques de puissance équivalente (100 GW chacun), l'un basé sur les énergies renouvelables, l'autre qualifié de « conventionnel », maintenu en état de marche pour compléter les besoins, mais aussi pour pallier les défaillances du solaire et de l'éolien.

Le résultat est que l'Allemagne, dont la consommation d'électricité est environ 20% plus élevée qu'en France, possède un parc de centrales d'une puissance 60% supérieure !

Cela a un coût qui n'est pas accessible à toutes les bourses nationales. Agora ne fait aucune allusion à des solutions basées sur le stockage de l'électricité. Est-ce considéré comme trop lointain et/ou incertain ?

⁶ 30,48 centimes/kWh au premier semestre 2017. Eurostat tableau nrg_pc_204-prix TTC pour les ménages entre 2 500 et 5 000kWh/an

⁷ 29,69 centimes/kWh au premier semestre 2016- 30,48 centimes au premier semestre 2017(Eurostat, Voit ci-dessus.

En conclusion :

Les données fournies par Agora Energiewende pour la transition énergétique allemande concernant 2017 confirment les points suivants :

- L'expansion des énergies renouvelables en Allemagne est très forte dans le secteur électrique. Elle est négligeable ailleurs (transports et secteur « chaleur et refroidissement »). Comme le secteur électrique est peu développé Outre-Rhin (au plus 20% de la consommation d'énergie), le taux de renouvelables dans l'énergie reste faible et inférieur au chiffre français.*
- Non seulement la transition énergétique allemande ne réussit pas à diminuer les émissions de gaz à effet de serre, mais elle a « cassé » leur rythme de baisse (plus de 1%/an) observé précédemment. L'Energiewende est une véritable catastrophe pour la lutte contre le réchauffement climatique. Le seul objectif visible de la politique allemande est la sortie du nucléaire.*
- Le coût de l'Energiewende continue à augmenter. L'Allemagne est solidement installée dans le trio de tête des prix de l'électricité les plus élevés des pays industrialisés constitués par les trois champions mondiaux des renouvelables électriques intermittents (Australie du Sud, Danemark et Allemagne).*
- Afin d'éviter les black-outs qui pourraient être causés par l'intermittence du solaire et de l'éolien, l'Allemagne a choisi la solution de l'hypertrophie de son parc électrique, en maintenant en état de marche un très important « parc de centrales conventionnelles », essentiellement des installations utilisant des combustibles fossiles. C'est une solution chère, non accessible à toutes les bourses nationales. Mais elle n'est pas plus onéreuse que celle de l'Australie du Sud, qui combine centrale à gaz et batteries. En effet, le résultat final, la facture pour le consommateur est curieusement identique à quelques % près dans les deux Etats.*



Egypte et Ethiopie : ne pas mourir pour le Nil⁸

I) Meles Zenawi : l'Homme d'Etat

Meles Zenawi a dirigé, sous différents titres, l'Ethiopie de 1991 jusqu'à sa mort, en 2012. Il hérita d'une situation sordide, laissée par son prédécesseur, le dictateur marxiste Mengistu, un espèce de Pol Pot africain. Sous Meles Zenawi, l'Ethiopie a vécu une véritable renaissance. Les chiffres peuvent varier suivant les sources. Pour notre part, voyons ceux de la Banque Mondiale⁹. Au début du règne de Mèlès Zenawi, peu de changement. Le nouveau Gouvernement éthiopien met de l'ordre dans le pays, assure son autorité et termine la (les) guerre(s) avec l'Erythrée. A partir de 1995-2000, l'Ethiopie vit une mutation.

De 2000 à 2016, le PIB est multiplié par plus de huit en dollars courants. Durant la même période, le taux de pauvreté passe de 44% à moins de 30%. Tous les enfants en âge d'être scolarisés aujourd'hui dans le primaire le sont, contre 22% en 1993. L'espérance de vie à la naissance, de 47 ans en 1990, passe à 52 ans en 2000, puis bondit à 65 ans en 2015 (chiffre atteint en France vers 1950, un peu avant pour les femmes, un peu après pour les hommes). Meles Zenawi est décédé en 2012. Les chiffres montrent que si l'élan a bien été donné sous sa férule, ses successeurs ont su maintenir le cap.

Peu de dirigeants peuvent afficher un tel palmarès. Helen Clark, qui dirigeait en 2011 le Programme des Nations-Unies pour le Développement déclara : « L'Ethiopie a enregistré une impressionnante croissance à deux chiffres ces dix dernières années ... je félicite son Gouvernement pour sa croissance verte et respectueuse du climat... »¹⁰

Meles Zenawi fut également très actif lors des sommets concernant le climat et était fort préoccupé par la question du réchauffement. Il fut le porte parole des pays africains dans le cadre de la Convention-cadre des Nations-Unies sur le changement climatique Il fut l'un des inspirateurs du fonds destiné à mobiliser 100 milliards de \$ destiné à soutenir l'action climatique des pays les plus pauvres¹¹.

II) Le décollage de l'Ethiopie : le choix de l'hydroélectricité

On constate que la stratégie éthiopienne choisie repose sur le développement rapide des infrastructures de bases : enseignement (une école primaire dans chaque village), un grand programme de routes, des centres de santé et l'énergie. C'est ce dernier point qui fait l'objet de nos études. L'Ethiopie ne peut compter, pour le moment, sur aucune ressource notable en combustibles fossiles. Ce fait est aggravé par l'absence d'accès à la mer, et par le manque de devises du pays.

Le choix de Meles Zenawi fut d'utiliser le potentiel hydroélectrique important de ce pays de montagnes assez arrosées, quoique de façon un peu irrégulière, estimé à 45 000 MWe (les 2/3 de la capacité du parc nucléaire français).

⁸ Nous avons consacré dans le passé deux autres études à cette question. Cf. www.geopolitique-electricite.com

⁹ World Bank-Data-Ethiopia.

¹⁰ Communiqué du 8 décembre 2011 (Helen Clark au nom du Programme des Nations Unies pour le Développement).

¹¹ Zenawi fut co-président du groupe de travail international correspondant (2010). Cf. Centre d'actualités de l'ONU-5/11/2010.

Schématiquement, les barrages peuvent être construits :

- Soit le long de la **rivière Omo**, dont la vallée est l'un des berceaux de l'humanité, et qui se jette dans le lac Turkana au Kenya.
- Soit sur les **affluents du Nil**. « Le Nil est pour l'essentiel alimenté par les cours d'eau issus des plateaux éthiopiens (Nil Bleu, Sobat, Atbara) lesquels représentent 86% de son débit », suivant la répartition suivante : Nil Bleu, 59%, Sobat, 14%, Atbara, 13%. Le Bahr el-Ghazal, dont les eaux proviennent de l'Afrique Centrale, complète avec 14%. En période de crue, l'Ethiopie est à l'origine de 95% des eaux, dont 68% par le Nil Bleu¹².

Pour réaliser leur important programme hydroélectrique, élément essentiel de leur décollage économique, les Ethiopiens eurent besoin de capitaux ainsi que de maîtrise de l'utilisation des eaux du Bassin du Nil et de l'Omo.

Ils vont se heurter, d'une part à l'hostilité d'ONG occidentales de défense de l'environnement, d'autre part à l'Egypte, inquiète des menaces sur le débit du Nil.

III) Hostilité d'ONG occidentales : la Chine à la rescousse.

L'Ethiopie reçoit des aides importantes de la communauté internationale. Tout naturellement, pour les premiers barrages construits, elle se tourna vers des prêts ou subventions provenant soit de l'Occident, soit d'institutions dominées par l'Occident. Sur le Nil Bleu, l'ouvrage de Tis Abbay II reçut des fonds européens, dont une part française et sur le fleuve Omo, celui de Gilgel Gibe I fut financé avec l'appui de la Banque Mondiale. Ces barrages furent mis en service en 2001 et 2004. La taille modeste de Tis Abbay II, dans le bassin du Nil, n'inquiéta pas outre mesure l'Egypte.

Puis le contexte se gâta. En 2005, l'Ethiopie dévoila un plan hydroélectrique ambitieux s'étendant sur 25 ans. Une forte opposition d'ONG occidentales de défense de l'environnement se déclencha, non seulement contre un projet précis (Gilgel Gibe II) mais envers la politique énergétique et économique décidée par l'Ethiopie. Leur lobbying réussit : la Banque Mondiale renonça à soutenir Gilgel Gibe II, la Commission européenne, interpellée, fit de même, ainsi que le Gouvernement italien traîné en justice. Le reste du programme éthiopien était condamné au même manque d'aides.

Bref, le programme hydroélectrique éthiopien était à l'eau.

Mais le monde change très vite. Outré d'une telle intervention dans les affaires d'un Etat souverain, Meles Zenawi déclara « [les ONG occidentales] ne veulent pas que l'Afrique se développe, elles veulent que nous restions sous-développés et arriérés pour servir de musée à leurs touristes » (août 2010). Les ONG en question provenaient des anciens colonisateurs de l'Afrique, dont celui qui avait asservi l'Ethiopie (l'Italie), détail qui avait échappé aux gardiens occidentaux de l'environnement

De cette époque date le renforcement des liens entre l'Ethiopie et la Chine qui remplaça au pied levé, les Occidentaux pour les aides au programme hydroélectrique éthiopien. Gilgel Gibe II est aujourd'hui terminé ainsi qu'un barrage suivant, encore plus important, toujours sur l'Omo, Gilgel Gibe III¹³.

Pragmatiques, les Ethiopiens ne prirent aucune mesure hostile à l'Occident et continuèrent d'ouvrir grandes leurs portes à tout investisseur. La Banque Mondiale est revenue, mais finance plutôt les lignes à haute tension évacuant l'électricité des barrages et non ces derniers. L'entreprise italienne Salini continue à construire les ouvrages hydroélectriques. Les Chinois sont tout aussi pragmatiques. Ils sont intéressés par une **coopération générale** avec l'Ethiopie. Ils ont construit la nouvelle ligne de

¹² Michael Field, « Developing the Nile », World Crops, jan-feb.1973, p.13-Cité dans « Eaux et territoires : tensions, coopérations et géopolitique de l'eau » de Frédéric Lasserre et Luc Descroix, p. 278 (l'Harmattan, 2005).

¹³ On lira un historique complet du remplacement des Occidentaux par les Chinois dans « Ethiopie, le décollage par l'hydroélectricité » janvier 2014 sur www.geopolitique-electricite.fr

chemin de fer électrique Adis Abeba –Djibouti, des zones industrielles et implantent des usines. Ils ont commencé à construire l'autoroute Addis Abeba –Djibouti dont la première section a été ouverte en 2014 (Addis Abeba-Adama). Etc.

IV) Montée des tensions avec l'Égypte.

La quasi-totalité de l'eau disponible en Égypte provient du Nil et, en conséquence, le débit de ce fleuve est une donnée vitale pour le pays. Le Caire fut, de tout temps, violemment hostile à des barrages hydroélectriques en amont de son territoire et obtint des Britanniques, à l'époque coloniale des dispositions lui donnant des droits sur l'ensemble du Bassin du Nil.

Pour l'Éthiopie, dont la population peut atteindre 190 millions d'habitants en 2050, qui, malgré ses progrès, reste très pauvre, une croissance économique future très élevée est indispensable.

Le Fonds Monétaire International estime que l'Éthiopie peut, d'ici 2022, rentrer dans le trio de tête des pays qui connaîtrons la plus forte croissance mondiale, avec l'Inde et le Myanmar¹⁴. Le pays peut-il devenir une « Nouvelle Chine » ? Dans une étude récente effectuée pour le « Department for International Development » du Gouvernement britannique, les chercheurs du « Center for Global Development »¹⁵ n'excluent pas une réponse positive. Ils s'appuient sur des données de la Banque Mondiale et d'un groupe de travail de l'Université d'Oxford montrant la capacité de l'Éthiopie à accueillir des industries compétitives.

Meles Zenawi et ses successeurs ont un but à long terme, *faire de leur pays une nation industrielle ayant éradiqué la pauvreté*. Ils mènent une stratégie précise depuis des années et ne *souhaitent pas en dévier*. Un obstacle vient de tensions ethniques, qui ont fait des centaines de morts récemment. Néanmoins, le pays tient bon et l'élévation du niveau de vie n'y est pas pour rien.

L'Éthiopie décida d'obliger l'Égypte à négocier la remise en cause de dispositions de l'ère coloniale qui donnaient à l'Égypte un droit de regard sur l'utilisation des eaux du Nil.

L'obstacle majeur était une Convention de 1929 connue sous le nom de « The 1929 Nile Waters Agreement », datant donc de l'époque coloniale, qui donnaient à l'Égypte des droits exorbitants sur les eaux du fleuve. Toute installation sur le fleuve devait recevoir l'agrément du Caire. La Convention ne s'appliquait qu'aux territoires sous contrôle britannique. Mais l'Éthiopie pouvait être concernée. En 1902, le Royaume-Uni avait obtenu de l'Empereur d'Éthiopie Ménélik un engagement de ne pas construire de barrage sur le Nil Bleu. En 1925, cet accord fut renforcé par la « Convention du Lac Tana » signé par Austen Chamberlain¹⁶, Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères britannique et Mussolini. Le Royaume-Uni reconnaissait à l'Italie une zone d'influence dans l'Ouest de l'Éthiopie. En contre partie, il était admis que « le Royaume-Uni avait un intérêt particulier à assurer un approvisionnement sûr en eau au Soudan et à l'Égypte par le Lac Tana et le Nil Bleu éthiopien »¹⁷.

La Convention de 1929 se trouva confirmée en 1959, avec des modifications favorables au Soudan. L'intervention de Mussolini, à elle seule, suffirait à faire comprendre que les Conventions coloniales sur les eaux du Nil sont considérées par les Éthiopiens comme nulles et non avenues.

Dans un premier temps, Meles Zenawi va tenter de négocier un nouveau Traité concernant l'utilisation des eaux du Nil.

Le 14 mai 2010, quatre pays signèrent un premier texte dans le cadre de « l'Initiative du Bassin du Nil », la Tanzanie, le Rwanda, l'Ouganda et naturellement l'Éthiopie. Peu après, le Kenya, le Burundi et la République Démocratique du Congo rejoignirent les premiers. Les

¹⁴ Cf. un résumé de la situation éthiopienne dans Quartz Africa « The story of Ethiopia's incredible economic rise »26/10/2017.

¹⁵ « Center for Global Development »Washington DC-« Can Africa be a manufacturing destination? » -Oct. 2017

¹⁶ A ne pas confondre avec Neville Chamberlain Premier Ministre lors de l'Accord de Munich.

¹⁷ « Ethiopia at Bay : a personal account of the Haile Selassie Years »-John H. Spencer, p.34(2006)

privilèges égyptiens étaient remis en cause. L’Egypte, mais aussi le Soudan, refusèrent d’y adhérer. Le même jour, Meles Zenawi inaugura le barrage de Tana Beles (400 MWe) sur le Nil Bleu, signifiant par là la fin des Conventions coloniales sur les eaux du Nil.

Au Caire, le Président Moubarak tempêta, et prit une initiative inquiétante : la question des eaux du Nil fut retirée au Ministère de l’Eau et confiée à son bras droit et exécuteur des basses œuvres, Omar Soleiman, chef des services spéciaux. Mais les compétences de ce dernier eurent d’autres priorités. Le printemps arabe était là, et désormais Moubarak et Soleiman, bientôt nommé Vice Président durent lutter pour la survie de leur régime.

V) Printemps arabe et Grand Ethiopian Renaissance Dam (GERD)

Le printemps arabe fut scruté avec une grande attention en Ethiopie. Le point d’orgue du programme hydroélectrique était un projet de gigantesque barrage sur le Nil Bleu, près de la frontière soudanaise. Il serait le plus puissant d’Afrique (6 450 MWe) et d’un seul coup ferait plus que doubler le parc électrique éthiopien. Or l’Egypte s’arcboutait sur les Conventions coloniales, montrant une remarquable fermeture au dialogue, tout en prenant des postures guerrières.

Le Gouvernement éthiopien décida de se servir des désordres entraînés par le Printemps Arabe. Le début du chantier de l’ouvrage, désormais nommé **Grand Ethiopian Renaissance Dam (GERD)** fut programmé comme une opération militaire, **en secret**, de concert avec l’entreprise italienne Salini, la vieille complice. Meles Zenawi se réserva de donner le signal du départ lorsque la situation en Egypte assurerait une certaine paralysie du gouvernement du Caire.

Le 2 avril 2011, Meles Zenawi jugea la situation mûre, annonça et inaugura le chantier du barrage. Les travaux commencèrent le même jour.

Les manifestations en Egypte battaient leur plein et ce qui subsistait du pouvoir avait d’autres chats à fouetter. Les Ethiopiens proposèrent immédiatement des négociations et pendant toute la période troublée leurs ministres firent le voyage au Caire pour rencontrer les différents gouvernements qui s’y succédèrent afin de tenter des négociations. Sans grand succès, l’éphémère Président Morsi menaça même l’Ethiopie d’une intervention militaire.

Le ralliement du Soudan au GERD.

Contrairement à ce sur l’on pourrait croire, les relations entre les Ethiopiens, plutôt chrétiens et les islamistes au pouvoir au Soudan ne sont pas mauvaises. Par contre, elles sont détestables entre Soudanais et Egyptiens, du fait de différends territoriaux, mais aussi pour des raisons profondes et historiques. Néanmoins, les Ethiopiens se fâchèrent lorsqu’Omar al-Bashir, le Président soudanais tenta de faire assassiner le Président Moubarak lors d’une visite à Addis Abeba, ce qui était une indiscutable faute de goût (1995). Depuis, Soudan et Ethiopie se sont de nouveau rapprochés.

Le 8 mars 2012, Omar al-Bashir se rallia au projet du grand barrage GERD. Désormais, l’Egypte était isolée.

VI) Le Maréchal al-Sissi au pouvoir : le temps des discussions.

Le 26 juin 2014, le Président égyptien al-Sissi et le Premier Ministre Ethiopien Desalegn se rencontrèrent en marge d’un sommet africain. Il en résultait une déclaration où l’Egypte reconnaissait l’importance pour l’Ethiopie du GERD, et l’Ethiopie s’engageait à éviter des dommages pour l’Egypte. Le dialogue pouvait s’engager. Le Soudan fut appelé à y participer.

Le 23 mars 2015, les trois pays, Egypte, Soudan et Ethiopie, par une Déclaration des Principes (Do P), décidèrent d'ouvrir des discussions sur le remplissage, l'environnement et la gestion du grand barrage, le GERD. Ils choisirent deux entreprises françaises comme support technique, BRL et Artelia. Une quinzaine de réunions tripartites eurent lieu. Les discussions furent souvent laborieuses. ***En novembre 2017, ce fut l'impasse***. Le processus de remplissage, qui pourrait commencer en juillet 2018, est le premier problème. L'Egypte est inquiète et souhaite approfondir bien plus en détail que ses deux partenaires les conséquences sur l'environnement et l'agriculture d'une réduction, même faible du débit du Nil durant la mise en eau de l'installation.

Le Caire semble quelque peu désespéré, cherchant des appuis, ou des alliés, comme lors de la visite du Ministre allemand des Affaires Etrangères, Sigmar Gabriel en septembre 2017. Ses amis traditionnels sont l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis qui ont aujourd'hui d'autres soucis.

Les bruits de bottes. L'Egypte a un allié empressé, mais peu recommandable, l'Erythrée, une dictature marxiste policière, dont l'existence explique le grand nombre de migrants issus de ce pays peu peuplé (4,3 millions d'habitants)¹⁸. Les relations de l'Erythrée avec l'Ethiopie se résument à des guerres d'indépendance impitoyables, auxquelles a succédé une paix armée émaillée d'incidents.

Si un conflit éclate au sujet du GERD, il opposera l'Ethiopie et le Soudan à l'Egypte allié de l'Erythrée. Le Président érythréen a été reçu au Caire le 8 janvier. La présence de l'armée égyptienne et de militaires alliés des Emirats Arabes Unis en Erythrée fait l'objet de rumeurs persistantes¹⁹.

Le Président turc Erdogan, qui n'en manque pas une, et dont les relations avec l'Egypte sont détestables, a été reçu au Soudan fin décembre 2017. Il a annoncé le retour de la Turquie dans son ancienne place forte de Suakin, un port soudanais sur la Mer Rouge pour promouvoir le tourisme (?). Les Egyptiens ont interprété la nouvelle comme les prémices d'une base militaire hostile²⁰. Il y a aujourd'hui de gros bruits de bottes aux frontières érythréennes. ***Les Erythréens massent des troupes (avec des Egyptiens ?). De l'autre côté, Ethiopiens et Soudanais font de même.***

Les discussions continuent. L'Egypte utilise l'allié érythréen comme moyen de pression sur l'Ethiopie. ***Le rayon d'action des Rafales français de l'aviation égyptienne leur permettrait d'atteindre le GERD à partir de l'Erythrée.***

Mais les contacts n'ont jamais été rompus. Les dirigeants des trois pays sont conscients qu'une guerre serait un cauchemar. Elle embraserait tout le nord-est de l'Afrique. Elle ne laisserait pas indifférents des nations extérieures, comme la Turquie. La Chine souhaite l'apaisement²¹. Le Premier Ministre éthiopien Delasegn a eu plusieurs entretiens avec le Président égyptien mi-janvier, lors d'une visite au Caire. Ils se sont revus fin janvier lors d'un sommet africain à Addis Abeba et un ***accord pour la reprise des discussions tripartites a été obtenu.***²²

L'Ethiopie doit rassurer les Egyptiens qui craignent de manquer d'eau. La solution est certainement une concertation quant à la gestion du barrage.

L'Egypte, compte tenu de sa démographie, n'évitera pas une réorganisation profonde de son secteur de l'eau. Ce dernier ne permettra plus aux eaux du Nil de suffire aux besoins dans une dizaine d'années, barrage éthiopien, ou pas²³.

Ethiopie, Soudan et Egypte sont condamnés à écrire la pièce : « La guerre du Nil n'aura pas lieu ».

¹⁸ Cf. European Asylum Support Office-Erythrée-Etude de pays. Mai 2015.

¹⁹ Middle East Monitor-« UAE-backed Egyptian forces arrive in Eritrea »-4/1/2018-Al Jazeera, 10/1/2018.

²⁰ Cf. Egypt Today-« Why Egypt is concerned over Sudan-Turkey's Suakin deal-6/1/2018.

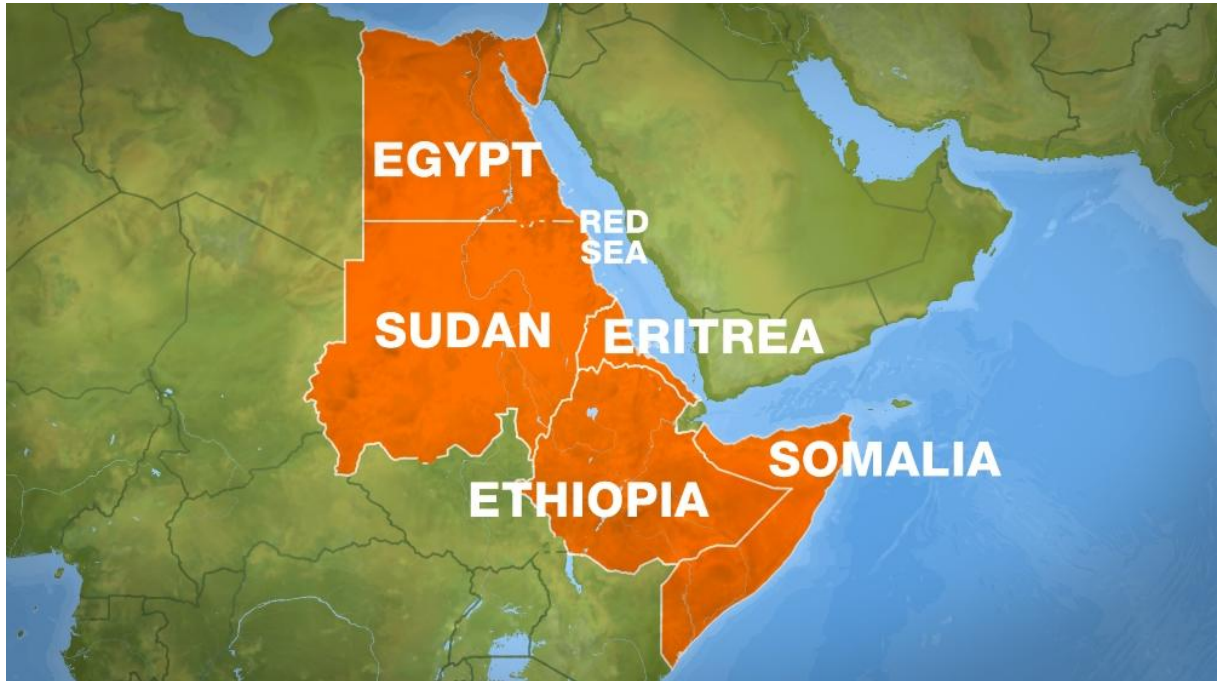
²¹ Cf. Agence Xinhua « New analysis : Nile dispute unlikely to derail Ethiopia-Egypt relations »-27/1/2018.

²² Cf. Daily News Egypt-« Al-Sisi announces reaching agreement with Sudan, Ethiopia on GERD »-29/1/2018..

²³ Voir l'étude de la Direction française du Trésor, « Les enjeux de l'eau en Egypte »4/4/2016

Annexe : carte de la Région Nord Est de l'Afrique

(Le barrage éthiopien Renaissance ou GERD se trouve près de la frontière du Soudan, à environ 500 km de la frontière de l'Erythrée)



|-----| : 500 km.

